

Lettre ouverte

**Ministère des Affaires sociales,
de la Santé et des Droits des femmes**
Madame Marisol Touraine
14, avenue Duquesne
75007 Paris

Paris, le jeudi 15 avril 2015

Cc : Monsieur le Premier Ministre

Madame La Ministre,

L'attractivité de la recherche clinique en France est menacée.

France Biotech, l'AFCROs, le Club Phase ainsi que le collectif relatif au contrat unique obligatoire soutenant la pétition initiée par Messieurs les Professeurs Montalescot et Renard et l'ensemble des signataires de ce courrier interpellent une nouvelle fois le Gouvernement afin qu'il prenne conscience de l'état alarmant de ce secteur hautement stratégique et réunisse enfin les véritables animateurs de la recherche clinique dans notre pays.

Aujourd'hui, la France est de moins en moins considérée comme un territoire stratégique pour les développements cliniques pharmaceutiques. Cet état de fait est actuellement aggravé par l'accumulation de plusieurs éléments :

- 1) des délais d'évaluation, notamment pour les phases précoces, de plus en plus longs au sein de l'ANSM,
- 2) depuis quelques mois, la grève de nombreux Comités de Protection des Personnes. Ces instances sont indispensables au bon fonctionnement de la recherche clinique. Leur grève, pourrait conduire à bloquer toute nouvelle étude clinique,
- 3) les conditions de mise en place du « Contrat Unique » qui modifie profondément les modes d'organisation et de travail des cliniciens-investigateurs français.

Dans le même temps, la mise en place, sans concertation préalable des investigateurs, du « Contrat Unique » obligatoire met en péril les modes d'organisation de nos cliniciens français qui alliaient souplesse et efficacité. Les signataires de cette lettre exigent une réelle prise en compte des cliniciens hospitaliers, acteurs centraux d'une recherche clinique de qualité.

Les acteurs français de la recherche clinique déplorent également l'incohérence des dernières évolutions législatives qui ont aggravé et complexifié un système de gestion des études cliniques, encore plus illisible et dissuasif.

Les signataires de ce courrier alertent les pouvoirs publics sur l'impact immédiat de ces dysfonctionnements graves qui conduisent d'ores et déjà à l'impossibilité de mise en œuvre d'un nombre significatif d'essais cliniques en France.

A brève échéance, les dommages sont multiples :

- Les patients français auront de moins en moins accès aux thérapies innovantes de manière précoce ;
- La France perdra définitivement toute attractivité malgré les importants efforts financiers déployés depuis de nombreuses années par les citoyens français pour soutenir leur recherche médicale.
- Les sociétés privées, associations et groupes coopérateurs et centres académiques de recherche clinique françaises seront fragilisés au point même de disparaître.

.../...

A court terme, ce sont des centaines d'emplois qui sont menacés et des milliers à moyen terme.

Nous alertons le Gouvernement une fois encore sur l'importance stratégique de la recherche clinique et nous sollicitons la tenue d'un « Ségur de la Recherche Clinique » avec toutes les parties concernées.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération.

- Les auteurs de cette lettre ouverte :

- Pierre-Olivier Goineau, Président de France Biotech,
- Denis Comet, Président de l'Afcros,
- Dr Jean-Louis Pinquier, Président du Club Phase 1,
- Jean-Marc Gandon, Président Directeur Général du Groupe Biotrial,
- Pr Gilles Montalescot, Chef du département Cardiologie, Institut de Cardiologie, groupe Hospitalier Pitié Salpêtrière,
- Pr Eric Renard, Coordonnateur du Département d'Endocrinologie, Diabète, Nutrition, CHU de Montpellier, Hôpital Lapeyronie,
- Pr Jean-Charles Soria, Chef du Département Innovation Thérapeutique et Essais Précoces à Gustave Roussy, Directeur du SIRIC Socrate
- Professeur Luc Taillandier, Président de l'ANOCEF
- Professeur Eric Pujade Lauraine, Président fondateur d'ARCAGY GINECO
- Professeur Aimery de Gramont, Président du GERCOR
- Professeur Jean-Paul Fermand, Président de l'IFM
- Professeur Gilles Salles, Président du LYSA et du LYSARC